

JANVIER 2025

Synthèse du rapport de l'impact social, sociétal et économique du sport



Observatoire des Métiers du Sport – OMS

Accompagnés par

aFDas

1. Préambule

L'Observatoire des Métiers du Sport (OMS) et la Commission Paritaire Nationale Emploi – Formation (CPNEF Sport) de la branche du Sport, accompagnés par l'Afdas, opérateur de compétences (OPCO) des secteurs de la culture, des industries créatives, des médias, de la communication, des télécommunications, du sport, du tourisme, des loisirs et du divertissement ont souhaité la réalisation d'une étude sur l'impact sociétal, social et économique du sport à travers une capitalisation basée sur la documentation existante dans la littérature, les publications de recherche et études sur ce sujet.

Une démarche d'étude a été menée avec Pluricité et le CDES, supervisée par un comité de pilotage composé de représentants de l'OMS et de l'Afdas : cette démarche a mené à la production d'un rapport final, dont le présent document constitue une synthèse.

Contexte général et problématique de l'étude

Le sport occupe une place fondamentale dans nos sociétés modernes, bien au-delà de la simple activité physique ou de la compétition. Il agit comme un catalyseur d'enjeux majeurs. Plus qu'un vecteur de divertissement, le sport s'impose comme un phénomène global aux retombées multiples, influençant profondément les dynamiques territoriales, les trajectoires de vie, les interactions communautaires et les politiques publiques.

Souvent valorisé pour ses contributions économiques — création d'emplois, attractivité des territoires, et retombées touristiques majeures —, il constitue également un levier puissant pour renforcer la cohésion sociale, promouvoir des valeurs universelles et impulser des transformations profondes individuelles et collectives. Cette étude adopte une approche scientifique rigoureuse pour analyser l'impact global du sport, en s'appuyant sur une synthèse approfondie des connaissances issues de la littérature académique, des enquêtes empiriques et des évaluations d'impact. Elle ambitionne de démontrer, avec des arguments étayés et quantifiés, que l'activité physique et sportive représente un facteur essentiel de résilience et de progrès, dont les bénéfices se mesurent non seulement en termes financiers, mais également à travers ses effets transformateurs sur la santé publique, l'inclusion et le développement humain. Cette démarche s'inscrit dans une volonté de consolider la reconnaissance scientifique des apports multiples du sport et d'outiller les décideurs

pour une meilleure valorisation de ses impacts. Loin de verser dans l'angélisme, elle met également en évidence un certain nombre de controverses, qui invitent à une réflexion critique et équilibrée pour maximiser les bénéfices de la pratique sportive tout en limitant ses effets négatifs.

Préambule méthodologique

L'approche méthodologique s'est voulue rigoureuse et pluridisciplinaire, mobilisant une combinaison d'outils quantitatifs, qualitatifs et économétriques pour offrir une vision complète et nuancée de l'impact du sport. Un examen approfondi des travaux déjà existants a été réalisé, avec un large éventail de sources (études académiques, rapports institutionnels, enquêtes empiriques liées à des actions de terrain...). Des tendances robustes ont été dégagées, tout en identifiant des zones d'ombre ou des controverses nécessitant des approfondissements. Les analyses et les premières conclusions ont ensuite été discutées et enrichies par des experts et des spécialistes du milieu sportif et socio-sportif. Ces échanges ont permis de croiser les perspectives et d'apporter une profondeur supplémentaire à l'étude. Enfin, le rapport a intégré des simulations statistiques et économétriques issues de diverses sources scientifiques afin de consolider les analyses et de proposer des mesures tangibles des impacts identifiés permettant de légitimer les conclusions. **Un coût évité de la pratique physique et sportive en France a ainsi été estimé, qui s'établirait à une fourchette estimative située entre 7,3% et 9,6% du PIB (soit entre 194 et 254 milliards d'euros).** Ces estimations reposent sur des hypothèses modélisées et des données agrégées, et fournissent un ordre de grandeur utile pour évaluer l'importance économique de la pratique physique et sportive.

Étendue et périmètre de l'étude

Cette étude adopte un périmètre large structuré autour de deux dimensions complémentaires. Elle explore tout d'abord l'impact social et sociétal de l'activité physique et sportive dans des domaines essentiels tels que la santé, l'éducation, la cohésion sociale et l'insertion professionnelle. Elle s'intéresse ensuite à l'impact économique du sport, et plus spécifiquement des pratiques sportives et des événements sportifs, et à ses contributions directes et indirectes à l'économie nationale et des territoires.

Une définition élargie des activités physiques et sportives a été privilégiée, incluant des pratiques formelles et informelles, individuelles et collectives, ainsi que des activités récréatives et compétitives ;

cela permet de mieux appréhender la diversité des formes d'engagement sportif et d'en mesurer les effets multidimensionnels.

2. L'impact social et sociétal



L'impact du sport sur l'insertion professionnelle et les carrières professionnelles

Le sport apparaît comme un levier d'insertion professionnelle en mobilisant les valeurs, compétences et dynamiques sociales qu'il génère, offrant une réponse aux défis de l'emploi, surtout pour les publics vulnérables ou éloignés du marché du travail.

Le repérage et la remobilisation par le sport

Le repérage et la remobilisation constituent des leviers essentiels dans l'insertion par le sport, notamment pour des publics diversifiés et souvent éloignés des dispositifs classiques d'accès à l'emploi : jeunes NEET (ni en emploi, ni en formation, ni en étude), personnes en situation de précarité, migrants en parcours d'intégration, ou encore publics dits invisibles ou empêchés. Ces actions, inscrites dans une chronologie potentielle mais pertinentes aussi isolément, trouvent leur pertinence dans les caractéristiques mêmes des publics visés, souvent difficiles à atteindre par les dispositifs conventionnels. Le sport, par son accessibilité, son caractère non stigmatisant et valorisant, devient un outil puissant pour capter ces personnes, les engager dans des trajectoires de remobilisation, et leur permettre de se saisir des aides ou dispositifs disponibles. Au-delà de son attrait, il s'impose comme un espace propice au repérage de talents, révélant des potentiels souvent ignorés par les circuits traditionnels. Ce rôle initial ouvre la voie à un travail plus ciblé sur l'orientation, le développement des compétences et l'accompagnement vers l'emploi. Face à « l'épreuve du chômage », l'activité sportive, programmée dans un cadre temporel, offre une *compensation*, un élan se poursuivant au-delà du temps de pratique. Ainsi, le sport permet d'élargir le champ d'action des politiques d'insertion et de corriger les angles morts du droit commun, un impact notable mais encore

insuffisamment documenté dans la littérature académique, bien que reflété dans les expérimentations comme celles du Plan d'Investissement dans les Compétences (PIC). La pérennisation de ces approches, notamment à travers la feuille de route O2R (offre de repérage et de remobilisation) de la DGEFP, pourrait transformer durablement les pratiques d'insertion professionnelle, en articulant inclusion et innovation sociale.

Le développement de compétences transversales transférables à une diversité de métiers et de secteurs

L'insertion professionnelle par le sport joue un rôle clé dans le développement de compétences transversales, indispensables pour répondre aux attentes des employeurs et renforcer l'employabilité des publics en parcours d'insertion. Le sport agit comme un terrain d'entraînement, reproduisant les dynamiques du monde professionnel pour travailler des savoir-être essentiels, ou soft-skills. Parmi celles-ci figurent les compétences sociales et comportementales, comme l'écoute, la gestion des conflits, le travail d'équipe, ou encore le leadership, particulièrement précieuses dans des métiers nécessitant collaboration ou contact humain. Le sport favorise également l'autonomisation et la responsabilisation, en incitant à la prise de décision, à la gestion du temps et à l'indépendance, tout en renforçant des relais sociaux. Par ailleurs, il contribue au développement personnel et professionnel, en stimulant résilience, auto-discipline et adaptation, tout en initiant aux compétences organisationnelles et à la gestion de projet, pour devenir acteur de son propre parcours. Ces apprentissages dépassent le cadre strict de la pratique sportive, s'inscrivant dans des dispositifs intégrés qui valorisent les acquis et accompagnent une dynamique d'insertion durable, ce qui est attesté par différentes mesures d'impact sérieuses réalisées par des acteurs de l'insertion par le sport désormais reconnus pour leurs résultats.

Le sport comme un espace privilégié de développement du réseau social et de rencontres avec le monde économique

Le sport, à travers ses espaces propres comme les clubs ou les événements sportifs, joue un rôle clé dans l'activation et l'élargissement du réseau social, facilitant ainsi l'accès à des opportunités professionnelles. Ces environnements favorisent des interactions informelles avec des acteurs économiques, tels que des employeurs locaux, des sponsors ou des partenaires institutionnels, transformant progressivement ces liens sociaux en

opportunités concrètes de formation ou d'emploi. Ces dynamiques sont renforcées lors d'événements à visée sociale où les publics rencontrent des entreprises locales et des acteurs institutionnels, illustrant le rôle du sport comme plateforme de networking. Par ailleurs, l'encadrement sportif, via les entraîneurs, mentors et éducateurs, joue un rôle crucial en établissant des relations positives entre jeunes et adultes, contribuant à l'acquisition de compétences transférables au monde du travail. Les clubs sportifs, ancrés dans leur tissu économique local, deviennent ainsi des lieux stratégiques pour développer des relations durables avec des entreprises, en valorisant leurs partenariats et en révélant des talents. De plus, le sport contribue à déconstruire les stéréotypes négatifs associés à certains publics, notamment les jeunes des quartiers populaires, en les replaçant dans un cadre valorisant qui change les perceptions des acteurs économiques et sociaux, réduisant ainsi les inégalités d'accès à l'emploi.

Les métiers du sport : une voie d'insertion professionnelle directe

Le secteur du sport connaît une croissance soutenue, avec 259 600 postes occupés en 2023 et une progression continue des effectifs (+5,1 % en 2022, +3,3 % en 2023). Cette dynamique repose sur la diversification des pratiques, l'hybridation des fonctions et la reconnaissance accrue des compétences transférables. La professionnalisation accrue, l'émergence de nouveaux métiers liés aux technologies, à la santé et à l'événementiel, ainsi que l'internationalisation du sport élargissent les opportunités. Les Jeux Olympiques de Paris 2024, mobilisant 150 000 emplois, illustrent l'impact du sport comme levier pour l'emploi, renforcé par des taux d'insertion rapides et élevés pour les diplômés du secteur. Cependant, une meilleure structuration des parcours de formation, une reconnaissance renforcée des compétences et une adaptation accrue aux innovations restent essentielles pour maximiser les bénéfices de ce secteur en mutation.

L'activité physique et sportive, facteur de progression des carrières professionnelles et d'épanouissement au travail

Le sport joue un rôle clé dans la progression et l'épanouissement professionnels, en développant des compétences transférables telles que la résilience, la gestion du stress, l'esprit d'équipe et le leadership, particulièrement recherchés pour les postes à responsabilité. Les interactions dans le cadre d'activités sportives offrent aussi des opportunités de réseautage, renforçant les connexions professionnelles et les perceptions

positives des employeurs, qui associent souvent la pratique sportive à un potentiel de progression et d'engagement. Par ailleurs, le sport en entreprise améliore la santé physique et mentale des salariés, réduit le stress et les arrêts maladie, et renforce la cohésion d'équipe, augmentant ainsi la productivité de 6 à 9 % et la rentabilité jusqu'à 14 % selon certaines études. Ces effets profitent tant aux collaborateurs qu'aux organisations, les entreprises investissant dans le sport étant perçues comme modernes et soucieuses du bien-être de leurs employés. En somme, la pratique sportive constitue un puissant levier d'épanouissement et de performance au travail.

Limites et controverses

L'impact du sport sur l'insertion professionnelle reste sous-évalué en raison de l'insuffisance d'outils d'évaluation adaptés et d'une focalisation sur des indicateurs à court terme. Si le sport favorise la remobilisation, le développement de compétences comportementales et la création de réseaux, son efficacité en termes d'emploi durable est parfois limitée par des dispositifs trop souvent fragmentés. Les parcours initiés doivent s'inscrire dans une intervention plus globale intégrant des dimensions sociales, éducatives et économiques pour être pleinement efficaces. Par ailleurs, les emplois dans le sport souffrent de fragilités structurelles, comme le temps partiel, une évolution professionnelle potentiellement limitée et des inégalités d'accès selon l'origine sociale ou le genre. Bien que le sport soit un levier pertinent pour certains publics, il ne constitue pas une solution universelle, et ses impacts doivent être mis en perspective avec les problématiques structurelles du chômage et la nécessité de réformes systémiques pour une insertion durable et inclusive.

Quelques chiffres clés... (sourcés et détaillés au sein du rapport)

- › 72% des sorties du programme « Inclure par le sport » sont positives (situations professionnelles constatées en sortie concernant de la formation professionnelle et de la mise à l'emploi directe).
- › L'étude d'impact du programme Délics Sportifs de l'Agence pour l'Education par le Sport dans le secteur bancaire met en valeur les résultats obtenus en matière de sorties positives post contrats de professionnalisation (70% de sorties positives).

- › 91% des bénéficiaires du programme de Sport dans la ville sont en activité (vs. 66% en moyenne dans les quartiers prioritaires).
- › Mentionner une pratique sportive sur un CV augmente la probabilité d'obtenir un entretien d'embauche, les employeurs percevant cette expérience comme équivalente à 1,5 année d'expérience professionnelle supplémentaire en moyenne.
- › Les personnes qui participent régulièrement à des activités sportives voient leurs revenus augmenter en moyenne de 5 à 8 % par rapport à celles qui ne participent pas, avec des variations selon le type de sport pratiqué.
- › La pratique sportive régulière est positivement associée à la stabilité de l'emploi et à des salaires plus élevés, (d'environ 5 à 10 % pour les travailleurs en emploi, selon les modèles et les groupes étudiés), en particulier pour les individus déjà en emploi

L'impact du sport sur la santé et le bien-être

Le sport, bien qu'il soit souvent associé à une notion de loisir ou de compétition, joue un rôle bien plus important en touchant directement la santé physique et mentale des individus. En effet, les activités physiques et sportives sont largement reconnues comme constituant un élément central de la promotion de la condition physique et, plus largement, du bien-être. Les bienfaits du sport sur la santé sont souvent cités comme des « vérités admises », si ses bénéfices sont non seulement connus, ils sont également scientifiquement prouvés et bien documentés. L'étude de l'impact de l'APS s'appuie sur un ensemble de recherches dans des domaines tels que la médecine, la psychologie, la sociologie et la santé publique. Ces travaux explorent les mécanismes par lesquels le sport influence positivement, mais parfois aussi négativement, la santé physique, mentale et le bien-être.

Un bénéfice global sur la santé physique

De nombreuses études nationales et internationales démontrent que l'activité physique régulière contribue à la prévention de maladies chroniques telles que les maladies cardiovasculaires, le diabète de type 2 et l'obésité. Elle joue également un rôle protecteur contre certains cancers, comme ceux du sein, du côlon ou de la vessie. En renforçant les

muscles et les os, l'activité physique réduit les risques d'ostéoporose et de sarcopénie, améliorant ainsi la mobilité et la qualité de vie, notamment chez les personnes âgées. Par ailleurs, l'activité physique améliore l'endurance cardiorespiratoire, abaisse la pression artérielle et optimise l'utilisation de l'oxygène par le corps. Chez les femmes enceintes, elle réduit les risques liés à la grossesse, comme la prééclampsie ou le diabète gestationnel, et améliore les conditions d'accouchement. Pour les enfants et les adolescents, elle favorise la croissance osseuse, le développement musculaire, et un meilleur développement cognitif.

Un outil indispensable en prévention tertiaire, reconnu au niveau étatique

L'activité physique est de plus en plus reconnue comme un traitement thérapeutique efficace dans la gestion des maladies chroniques et des affections de longue durée. Elle est intégrée dans les parcours de soins pour traiter des pathologies telles que le diabète, les maladies cardiovasculaires, les cancers ou encore la dépression. En France, depuis 2011, elle est reconnue comme une prescription thérapeutique et peut être prescrite par des professionnels de santé pour les patients atteints de maladies chroniques.

Une réduction des troubles liés à la santé mentale

Le sport a un impact significatif sur la santé mentale, en contribuant à réduire le stress, l'anxiété et les symptômes dépressifs. L'activité physique stimule la libération d'endorphines et d'autres neurotransmetteurs associés au bien-être, améliorant ainsi l'humeur et la qualité de vie des pratiquants. Les études montrent que les effets du sport sur la dépression sont comparables à ceux des traitements médicamenteux, en particulier dans les premiers stades de la maladie. En outre, le sport améliore les capacités cognitives, l'équilibre mental et l'estime de soi, tout en réduisant les risques de démence chez les personnes âgées.

Un facteur d'amélioration de la qualité de vie, de l'autonomie et de la longévité

L'activité physique améliore de manière significative la qualité de vie des pratiquants. Elle favorise la satisfaction personnelle, l'autonomie et l'adaptation aux contraintes de la vie quotidienne. Chez les personnes vivant avec des maladies chroniques, elle réduit les effets secondaires des traitements et contribue à un meilleur état de santé global. En aidant à maintenir une mobilité fonctionnelle et en améliorant le sommeil, elle influence positivement le bien-être général des individus. Pour les personnes

âgées, l'activité physique est un facteur clé dans la préservation de l'autonomie et la prévention des chutes, qui représentent un enjeu majeur de santé publique. Des programmes spécifiques, intégrant des exercices adaptés, renforcent la force musculaire et l'équilibre, tout en contribuant à la réduction de la sédentarité. Chez les populations plus jeunes, elle favorise le développement de compétences motrices et cognitives, influençant positivement leur épanouissement.

Une réduction des frais liés aux dépenses de santé

La pratique régulière d'une activité physique génère des économies substantielles pour le système de santé en réduisant les dépenses liées aux maladies chroniques et aux soins à long terme. Les études montrent que la prévention par l'activité physique permet d'économiser des millions d'euros, en particulier dans les domaines de la cardiologie, de la neurologie et de l'oncologie.

L'activité physique régulière est un levier majeur pour réduire les dépenses de santé, tant à l'échelle individuelle que collective. Elle agit comme une stratégie de prévention en diminuant l'incidence des maladies chroniques. Cette réduction des pathologies se traduit par une diminution des hospitalisations, des consultations médicales et des traitements médicamenteux. En France, des politiques comme la prescription d'activité physique adaptée (APA) pour les personnes atteintes de maladies chroniques renforcent ce rôle préventif, avec des impacts économiques positifs significatifs. L'intégration de l'APA dans les parcours de soins permet non seulement de réduire les frais médicaux directs mais aussi de limiter les dépenses indirectes, comme celles liées à l'absentéisme au travail ou à la baisse de productivité. De nombreuses études montrent que chaque euro investi dans la promotion de l'activité physique génère des économies substantielles en matière de santé publique.

Les conséquences liées à l'inactivité et à la sédentarité

La sédentarité et l'inactivité sont des enjeux critiques de santé publique, avec des répercussions négatives sur la santé physique et mentale. Près d'un tiers (31 %) de la population adulte mondiale, soit 1,8 milliard d'adultes, sont inactifs physiquement, c'est-à-dire qu'ils ne respectent pas les recommandations mondiales préconisant au moins 150 minutes d'activité physique d'intensité modérée par semaine. Plus de 80 % des adolescents dans le monde ne respectent pas les recommandations de l'OMS en matière d'activité physique. L'inactivité

physique constitue un facteur de risque majeur pour de nombreuses maladies non transmissibles. Cette sédentarité est également à l'origine de complications liées à la santé mentale, telles que l'anxiété, la dépression et un risque accru de démences chez les personnes âgées. Sur le plan économique, l'inactivité génère des dépenses importantes pour les systèmes de santé, non seulement en raison des traitements médicaux mais aussi à cause des pertes de productivité, des coûts liés aux invalidités et des pensions. À l'échelle mondiale, des études estiment que l'inactivité est responsable de milliards d'euros de dépenses annuelles pour les systèmes de santé.

Les risques de l'APS sur la santé et le bien-être des pratiquants

L'activité physique et sportive (APS), bien qu'associée à de nombreux bienfaits, n'est pas exempte de risques pour la santé et le bien-être des pratiquants. Sur le plan physique, les blessures musculosquelettiques représentent une préoccupation majeure, en particulier dans les disciplines à fort impact ou impliquant des mouvements répétitifs. Ces blessures, telles que les entorses, les déchirures ligamentaires ou les tendinopathies, peuvent être exacerbées par un entraînement inadapté ou une récupération insuffisante. Par ailleurs, les efforts intenses ou prolongés, notamment chez les individus non préparés ou présentant des facteurs de risque sous-jacents, augmentent la probabilité d'événements cardiovasculaires, tels que les arythmies, l'hypertension aiguë, voire des accidents cardiaques.

Sur le plan psychologique, un déséquilibre entre la charge d'entraînement et la capacité de récupération peut entraîner un phénomène de surentraînement, caractérisé par une fatigue chronique, une diminution des performances, et une altération de la santé mentale. Ce syndrome peut s'accompagner de troubles de l'humeur, tels que l'anxiété ou la dépression, amplifiés par la pression liée à l'atteinte d'objectifs de performance. En outre, l'intensification de cette pression peut favoriser des comportements déviants, comme l'usage de substances dopantes, ou des troubles du comportement alimentaire, notamment dans des sports où le poids ou l'apparence physique sont déterminants.

Ces risques sont exacerbés dans un contexte où la recherche de performance l'emporte sur les considérations de santé, mettant en évidence la nécessité d'une approche équilibrée et encadrée de l'APS, tenant compte des limites individuelles et

intégrant des mesures de prévention, d'éducation et de suivi médical appropriés.

Quelques chiffres clés... (sourcés et détaillés au sein du rapport)

- › Selon l'OMS, l'inactivité physique coûte au niveau mondial 54 milliards de dollars en soins de santé directs et entraîne 14 milliards de dollars supplémentaires en pertes de productivité.
- › En France, le Conseil National des Activités Physiques et Sportives a estimé qu'en atteignant les recommandations de l'OMS, plus d'un million de Français actuellement inactifs permettraient d'économiser plus de 250 millions d'euros par an en dépenses de santé s'ils devenaient actifs.
- › Le coût social de l'inactivité physique en France serait de 140 milliards d'euros par an, causant annuellement environ 38 000 décès et 62 000 pathologies.¹
- › Selon l'OMS, l'inactivité physique cause autant de décès que le tabagisme, étant responsable d'environ 5 millions de décès annuels dans le monde.
- › L'activité physique permet également de réduire le risque de certains cancers : 18 % des cancers du côlon chez les hommes, 20 % chez les femmes, 21 % des cancers du sein et 26 % des cancers de l'endomètre.
- › L'activité physique régulière réduit d'environ 20 % le risque de dépression.
- › Pratiquer une activité modérée au moins trois heures par semaine ou une activité intense au moins 20 minutes trois fois par semaine diminue de 30 % le risque de mortalité prématurée. En combinant ces deux types d'activités, la réduction atteint 50 %. Être actif permet non seulement de vivre plus longtemps, mais aussi de retarder l'entrée dans la dépendance de six à sept ans.

L'impact du sport sur la réussite éducative

L'éducation constitue un domaine clé où l'impact du sport et des activités physiques (APS) se manifeste

¹ France Stratégie, « L'évaluation socioéconomique des effets de santé des Projets d'investissement public. Synthèse », *Ministère de la transition écologique*, 2022

de manière significative. Loin de se limiter à des bénéfices sur les performances académiques, le sport influence également des dimensions plus larges de la réussite éducative, telles que l'engagement scolaire, l'acquisition de compétences transversales, et le développement socio-émotionnel des élèves. Ces effets, documentés par des études scientifiques et institutionnelles, démontrent que le sport agit comme un levier transversal, capable de transformer les parcours éducatifs tout en contribuant à l'épanouissement personnel et collectif des jeunes.

Les bénéfices cognitifs de l'activité physique : une perspective neuroscientifique

En Europe, les enfants de 6 à 12 ans consacrent une proportion très réduite de leur temps scolaire à des activités physiques d'intensité modérée à vigoureuse, soit environ 16 minutes par jour. Ce constat est préoccupant, car les études montrent que l'activité physique joue un rôle crucial non seulement pour la santé physique et mentale, mais aussi pour les fonctions cognitives des enfants, comme la mémoire, l'attention et les fonctions exécutives (mise à jour, inhibition et déplacement). Ces fonctions sont essentielles à l'apprentissage, au raisonnement et à la réussite scolaire. Les différences dans le développement des fonctions exécutives expliquent en partie les variations des résultats scolaires entre les élèves, soulignant l'importance de favoriser l'activité physique dès le plus jeune âge pour soutenir ce développement.

Les effets sur les performances scolaires

De nombreuses recherches, notamment en France et ailleurs, confirment que l'activité physique a un impact direct et positif sur les résultats scolaires. Ces effets se manifestent de manière distincte selon qu'ils sont aigus (à court terme) ou chroniques (à long terme). Les effets aigus, bien que transitoires, améliorent immédiatement la concentration et la résolution de problèmes après une séance d'exercice. Les effets chroniques, liés à une pratique régulière et soutenue, contribuent durablement au développement cognitif et à l'amélioration des résultats scolaires, en particulier en mathématiques. La régularité de la pratique d'activités physiques et la pratique dès le plus jeune âge constituent des facteurs essentiels pour maximiser ces bénéfices, en renforçant non seulement les capacités cognitives, telles que la mémoire, l'attention et la pensée

critique, mais aussi les compétences socio-émotionnelles, comme la gestion du stress et la persévérance, qui influencent positivement la réussite scolaire sur le long terme.

A l'échelle macro, les résultats de certaines études s'appuyant sur les données PISA, montrent que les activités physiques régulières contribuent indirectement à la performance scolaire, au travers du bien-être des élèves. Elles sont associées à une réduction des risques d'obésité, de troubles anxieux, de faible estime de soi et de harcèlement. En plus d'améliorer la santé physique, elles favorisent aussi le bien-être mental et la satisfaction de vie. Les élèves qui pratiquent une activité physique modérée ou intense, même une fois par semaine, montrent un bien-être psychosocial plus élevé. A cette échelle, la corrélation directe entre la pratique sportive et la performance académique apparaît moins clairement établie.

La discipline et la gestion du temps : des compétences transférables

Les étudiants-athlètes développent des compétences essentielles telles que la gestion du temps et la discipline grâce aux exigences de leur participation sportive. Ces compétences leur permettent de mieux organiser leur emploi du temps et d'équilibrer leurs responsabilités scolaires et extrascolaires. Des études montrent que le sport inculque une éthique de travail rigoureuse, renforçant ainsi leur capacité à planifier et hiérarchiser leurs priorités.

L'amélioration de la santé mentale : un facteur de succès scolaire

L'activité physique joue un rôle crucial dans la réduction des symptômes de dépression et d'anxiété chez les jeunes, contribuant ainsi à une meilleure santé mentale. Une bonne santé mentale est associée à une performance scolaire accrue, car elle favorise une meilleure concentration, une attitude positive envers l'apprentissage et une plus grande résilience face au stress. Le sport agit également comme un modérateur du stress, aidant les élèves à gérer les pressions sociales et scolaires.

L'intégration sociale et le développement des compétences interpersonnelles

Le sport est un puissant levier d'intégration sociale, en favorisant un sentiment d'appartenance au système scolaire et en réduisant les comportements à risque. Les activités sportives, particulièrement en équipe, développent des compétences interpersonnelles comme la communication, la coopération et la gestion des conflits. Ces

compétences sont transférables au milieu scolaire, améliorant les interactions entre les élèves et avec les enseignants.

Le sport, contributeur d'un bon climat scolaire

L'intégration de projets sportifs ambitieux dans les établissements scolaires améliore le climat général, avec une réduction des incidents disciplinaires, une amélioration des relations élèves-enseignants et une diminution des absences. Par exemple, des études en Australie ont montré que des programmes d'éducation physique enrichis non seulement favorisent la santé des élèves, mais aussi maintiennent leurs performances académiques, même avec une réduction du temps dédié aux autres matières.

Les controverses : inégalités d'accès au sport et effets pervers d'une sur-implication dans le sport

Les effets du sport sur la réussite éducative, bien qu'en grande partie positifs, soulèvent des controverses et des limites. L'accès inégal aux opportunités sportives, fortement corrélé au statut socio-économique, représente une barrière majeure, exacerbant les disparités éducatives et sociales. Les jeunes issus de milieux défavorisés sont parfois ou souvent exclus des bénéfices du sport en raison de coûts élevés ou de l'absence d'infrastructures adaptées. Par ailleurs, une sur-implication dans le sport peut avoir des effets négatifs sur les performances académiques, notamment en cas de surmenage physique et mental ou de déséquilibre entre les responsabilités scolaires et sportives. Des études ont montré que des entraînements excessifs peuvent affecter le contrôle cognitif en réduisant l'activité du cortex préfrontal, entraînant des décisions impulsives et une baisse de l'efficacité cognitive. De plus, les impacts varient selon le type et le contexte de l'activité sportive : si les sports d'équipe favorisent la cohésion sociale, ils peuvent également être associés à des comportements à risque, tels qu'une augmentation de la consommation d'alcool chez les adolescents. Ces résultats soulignent la nécessité d'un encadrement réfléchi et inclusif des activités sportives pour maximiser leurs bénéfices et minimiser leurs effets pervers.

Quelques chiffres clés... (sourcés et détaillés au sein du rapport)

- › La participation au sport scolaire augmente les résultats aux tests en lecture, en mathématiques, et en sciences d'environ 24 à 36% chez les élèves de collège.
- › Les élèves participant régulièrement à des activités physiques voient leurs notes augmenter de manière significative, avec une amélioration des résultats de 21% pour les compétences liées aux mathématiques ; 13% pour la lecture ; 26% pour les scores composites.
- › Les filles qui pratiquent régulièrement un sport à l'école primaire ont un risque de redoubler une classe à l'adolescence réduit de 21 % par rapport à celles qui ne pratiquaient pas de sport de manière régulière. Pour les garçons, ce risque est réduit de 16 %.

L'impact du sport sur la cohésion sociale

L'APS, en tant qu'activité universelle et accessible, permet d'aller au-delà des différences et de fédérer les individus autour d'objectifs communs. En ce sens, elle permet de renforcer la cohésion sociale et de promouvoir l'inclusion. Les effets du sport s'étendent bien au-delà du domaine strictement individuel et touchent des dimensions collectives, en favorisant les interactions sociales, en réduisant les inégalités et en stimulant un sentiment d'appartenance.

La cohésion sociale, entendue comme l'ensemble des liens qui unissent les membres d'une société dans un cadre harmonieux et solidaire, repose sur des valeurs communes, l'entraide, la réduction des inégalités et la reconnaissance des différences. En France, le rôle du sport dans la cohésion sociale est institutionnalisé, comme le souligne le Code du sport, qui le considère comme un outil d'intégration, de solidarité intergénérationnelle et d'apprentissage citoyen.

Ainsi, participation au groupe, attachement au groupe, intégration de liens de réciprocité, inclusion sociale des publics fragiles, prise d'initiative et d'engagement citoyen, travail sur le changement de regard, à travers ces différents phénomènes se dessine **une cohésion sociale par le sport** ou, plus précisément, un concours du sport à la cohésion sociale.

La construction d'un sentiment d'appartenance

Le sport, en tant qu'activité collective et universelle, joue un rôle essentiel dans la promotion du dialogue interculturel et la construction de liens sociaux. En réunissant des individus aux parcours variés autour de valeurs et d'objectifs communs, il agit comme un puissant levier de dépassement des clivages sociaux, culturels et économiques. Cette capacité fédératrice repose sur la création d'une identité collective, issue de la collaboration et de la cohésion d'équipe, qui transcende les différences individuelles. Le sport encourage ainsi l'acceptation et l'ouverture à l'autre, cultivant des valeurs de respect et de tolérance. Par ailleurs, dans des contextes multiculturels, comme les quartiers populaires ou les événements internationaux, il stimule les échanges sur des bases équitables, favorisant une compréhension mutuelle et la réduction des préjugés. En ce sens, le sport constitue un outil puissant pour renforcer la solidarité et le lien social dans des sociétés modernes marquées par la diversité et la fragmentation.

La construction de liens sociaux

Le sport, en tant qu'activité sociale et collective, joue un rôle clé dans le renforcement des relations interpersonnelles et dans l'intégration des individus au sein de leur environnement quotidien. En offrant un espace de rencontre et d'interaction, il facilite la création de liens basés sur des expériences partagées, la confiance et le respect mutuel. Les clubs, associations et activités sportives structurent ces échanges, contribuant à réduire l'isolement social et à renforcer l'appartenance à un réseau. Par ailleurs, le sport permet d'atténuer les sentiments de solitude, en particulier chez les populations marginalisées ou isolées, en offrant des opportunités d'interactions régulières et inclusives, « ouvertes à la différence ». Cette dynamique s'étend souvent au-delà du terrain, créant des réseaux de soutien et des amitiés durables. En encourageant la coopération et l'entraide, le sport participe également à l'intégration sociale et à l'inscription des individus dans le tissu social, valorisant leur contribution à la communauté. Ainsi, le sport constitue un levier essentiel pour « partager » et « vivre ensemble », en renforçant les relations humaines et la vivacité du lien social au quotidien.

La construction d'une égalité réelle et vécue, de l'autonomie et de l'intégration sociale de publics vulnérables

Le sport agit comme un levier multidimensionnel pour promouvoir l'égalité, la solidarité et l'entraide, contribuant ainsi à la transformation des situations sociales et individuelles. Il joue un rôle essentiel dans

la lutte contre les inégalités sociales, territoriales et de genre, tout en offrant des opportunités d'inclusion et d'intégration pour les personnes en situation de vulnérabilité.

Le sport, tout en reflétant des inégalités de genre, offre un espace unique pour déconstruire les stéréotypes et promouvoir une participation équitable. Les initiatives comme par exemple celles favorisant l'accès des femmes aux sports traditionnellement masculins, la représentation médiatique paritaire et le soutien aux mères athlètes illustrent son potentiel à transformer les perceptions et à valoriser les compétences de chacun. Ces efforts, amplifiés par des politiques publiques ambitieuses, montrent que le sport peut agir comme un catalyseur d'égalité, contribuant à un changement sociétal plus large.

Pour les personnes en situation de handicap, le sport est un outil de réhabilitation physique, d'intégration sociale et de transformation des perceptions sociétales. En améliorant la motricité, l'estime de soi et l'autonomie, il renforce leur capacité à participer activement à la vie sociale. Des événements symboliques, comme les Jeux Paralympiques, contribuent à changer les regards sur le handicap, en valorisant les compétences et la résilience des athlètes, tout en sensibilisant à l'inclusion.

Le sport offre un espace pour sensibiliser et combattre les discriminations liées à l'origine, au genre ou à l'orientation sociale. En favorisant des interactions positives et des campagnes de prévention, il devient un vecteur d'éducation à la tolérance et au respect. Des dispositifs spécifiques, comme les codes de conduite contre le racisme ou les initiatives dans les quartiers populaires, renforcent son rôle comme outil de lutte contre les stéréotypes et les violences discriminatoires.

Le sport, intégré dans des stratégies publiques d'ensemble, devient un outil puissant d'autonomisation pour les personnes vulnérables, notamment dans les quartiers prioritaires. Il développe des compétences transférables, améliore l'estime de soi et contribue à la création de liens sociaux. Les associations sportives participent également à la remobilisation des jeunes éloignés des institutions en favorisant leur intégration professionnelle et sociale. Le sport facilite l'intégration des migrants en renforçant leurs compétences linguistiques et culturelles, tout en développant des liens sociaux avec les groupes locaux. Il réduit l'isolement, améliore le bien-être psychologique et transmet les normes et valeurs du pays d'accueil. Ces effets renforcent leur sentiment

d'appartenance et leur intégration globale dans la société.

Une contribution à la réduction des inégalités sociales dans les quartiers populaires

Le sport constitue un levier stratégique pour réduire les inégalités sociales dans les quartiers populaires, en offrant des solutions multidimensionnelles aux défis complexes de ces territoires. Il favorise le développement de compétences transversales essentielles, telles que la persévérance, la discipline et l'esprit d'équipe, qui renforcent l'insertion sociale et professionnelle des jeunes. En encourageant la mixité sociale, la pratique sportive crée des espaces d'échanges et de cohésion, tout en pacifiant les tensions intergroupes. Des initiatives de plus en plus nombreuses et qualitatives exploitent ainsi le potentiel du sport pour rapprocher les jeunes des entreprises, valorisant les compétences acquises sur le terrain dans une logique d'employabilité. De plus, le sport agit comme un point d'ancrage pour réengager les jeunes éloignés des institutions, facilitant un dialogue durable en vue d'une réinsertion professionnelle. Sur le plan sanitaire, il promeut un mode de vie actif, réduisant les impacts de la sédentarité et des problématiques de santé publique dans ces zones. Enfin, pour les plus talentueux, le sport peut représenter un vecteur d'ascension sociale, offrant des opportunités exceptionnelles et inspirant des trajectoires exemplaires dans les quartiers défavorisés.

La construction d'un engagement civique ou citoyen et le développement de valeurs sociales et / ou communes

Le sport favorise également le développement de l'engagement citoyen en encourageant les participants à prendre des initiatives et à s'impliquer activement dans leur communauté. À travers leur participation aux activités sportives, les individus développent des compétences en leadership et en gestion, ce qui les prépare à des rôles de responsabilité. Par ailleurs, la pratique sportive transmet des valeurs essentielles telles que le respect, l'équité et la solidarité, qui encouragent l'implication sociale et civique. En France, le bénévolat sportif est particulièrement significatif (on estime à plus de 3,5 millions le nombre de bénévoles dans les associations sportives, ce qui représente plus de 25 % du nombre total de bénévoles), renforçant à la fois les compétences des participants et leur contribution au bien commun. Par ailleurs, le bénévolat aide à forger des relations interpersonnelles et un réseau de soutien, deux outils nécessaires pour surmonter les difficultés et lutter contre la dépression

La diminution et / ou la canalisation des violences, et la paix par le sport

Enfin, le sport joue un rôle essentiel dans la prévention des comportements agressifs et la promotion de la paix. En offrant des cadres structurés, il aide à canaliser les énergies des jeunes et à prévenir les comportements déviants. Il favorise également l'apprentissage de la discipline et du respect des règles. Dans des contextes plus sensibles, tels que les zones de conflit, le sport peut devenir un outil de médiation, en créant des espaces de dialogue où des groupes divisés peuvent se rencontrer et se comprendre.

Quelques chiffres clés... (sourcés et détaillés au sein du rapport)

- › D'après le Baromètre du lien social publié par Ipsos Sopra-Steria-Ebra (2024), 84% des Français considèrent que le sport joue un rôle significatif dans la cohésion sociale, ce qui en fait l'un des piliers principaux identifiés pour rassembler les individus
- › D'après ce baromètre, 23 % des Français estiment que les associations sportives jouent un rôle notable dans le maintien du lien social au niveau local, juste derrière les lieux de vie comme les cafés et restaurants (38 %) et les associations généralistes (37 %).
- › 71 % des Français déclarent que les interactions sociales ont un effet positif sur leur santé psychologique, et 67 % estiment qu'elles réduisent le niveau de violence dans la société
- › Les grandes fêtes religieuses fériées sont jugées comme les événements qui rassemblent le plus les Français, suivi de très près (56% contre 58%) des événements sportifs comme le Tour de France ou l'Euro de Football 2024.
- › Selon l'INJEP, plus de huit Français sur dix (84 %) estiment que l'organisation des Jeux de Paris 2024 était une bonne chose.
- › Selon l'INSEE, le travail bénévole du secteur sportif associatif représente près de 300 millions d'heures, soit environ un quart du travail bénévole du secteur associatif et un volume de travail de l'ordre de 180 000 emplois ETP.
- › 23 % des salariés, principalement les moins de 35 ans, estiment que la pratique du sport dans le cadre professionnel améliore leur qualité de vie au travail.
- › 42 % des salariés jugent que le sport est un facteur de cohésion d'équipe.

3. L'impact économique



Outre un impact social et sociétal indéniables, le sport en tant que secteur d'activité à part entière produit un certain nombre d'effets sur le plan économique. Pour les appréhender dans leur globalité, il convient tout d'abord de bien s'entendre sur ce qu'on l'on place derrière la notion d'impact économique du sport. Le rapport propose ainsi une tentative de définition d'un périmètre à travers la réponse à 5 questions structurantes :

- › **Quel sport ?** Le sport n'est en effet pas un ensemble uniforme. Il est composé de plusieurs sous-ensembles pouvant être de nature à produire un impact économique de nature radicalement différente : sport professionnel (ou sport spectacle) ; sport amateur de compétition ; sport loisir. Le rapport abordera et illustrera l'impact économique inhérent à ces différents segments.
- › **Quels effets ?** La dénomination d'impact « économique » du sport pourrait faire tendre à l'unique prise en compte des bénéfices marchands ou monétaires. Une telle approche serait cependant restrictive dans la mesure où elle tendrait à occulter l'ensemble des bénéfices non-marchands. Le choix a donc été fait d'illustrer l'impact économique du sport par le biais d'indicateurs monétaires et non monétaires.
- › **Quels bénéficiaires ?** L'impact économique du sport peut se matérialiser à trois niveaux différents : au niveau microéconomique, c'est-à-dire des individus (pratiquants notamment) ; au niveau méso-économique, c'est-à-dire des territoires hôtes des activités sportives ; au niveau macroéconomique, c'est-à-dire au niveau de la société dans son ensemble. Le rapport propose là-aussi différentes illustrations.
- › **Quel calcul économique ?** Cette question en ouvre plusieurs relatives à la dimension temporelle retenue (court terme ou long terme ?), à l'unité de mesure (monétaire ou non monétaire ?) et au type d'études à réaliser pour qualifier l'économie du sport (chiffre d'affaires ou valeur ajoutée ?). Sur ce

dernier point, il est en effet important de bien distinguer le poids économique du sport (qui s'apparente au chiffre d'affaires ou à l'activité générée) de l'impact économique du sport (qui se rapproche lui de la valeur ajoutée). Le rapport fournira différents exemples de ces types d'étude en exposant les points discussions, de débats et de controverses inhérent à chacune d'entre eux.

- › **Quels facteurs déclenchants ?** Il convient en effet de dissocier les effets produits par les pratiques sportives de ceux produits par les événements sportifs.

Ainsi, l'impact économique du sport est appréhendé dans le rapport à travers une double entrée :

- › Les pratiques ou activités sportives, quel qu'en soit le cadre (pratiques fédérales, pratiques en salles privées marchandes, pratiques en entreprise, pratiques auto-organisées).
- › Les événements sportifs, qu'il s'agisse d'événements ponctuels (des grands événements sportifs internationaux aux événements d'ampleur plus modestes) ou d'événements réguliers.

L'impact des pratiques sportives

Un certain nombre d'indicateurs sont recensés dans le rapport afin de quantifier l'économie des pratiques sportives dans leur diversité à savoir : les pratiques associatives fédérales ; les pratiques en structures commerciales ; les pratiques en milieu professionnel ; les pratiques libres ou auto-organisées. Chacune de ces pratiques est ainsi susceptible de générer des effets d'ampleur et de nature différentes sur le plan économique. Le rapport met ainsi en évidence différents indicateurs permettant de les apprécier. A titre d'exemple :

- › La filière sport, à travers ses 144 000 entreprises, représente un poids économique de 73,2 milliards d'euros, contribuant à hauteur de 2,6% du PIB français soit 68 milliards d'euros (BPCE, 2024). Il convient ici de préciser que ce chiffre intègre l'ensemble de la filière sport, c'est-à-dire la branche elle-même mais également les secteurs amont (fabrication et distribution d'articles de sport, fabrication d'équipements sportifs, etc.) et aval (médecine sportive, journalisme, communication, etc.). Elle intègre également l'ensemble des segments

du sport y compris les événements sportifs. L'étude ne permet malheureusement pas de distinguer le poids de chacun de ces sous-ensembles.

- › Les pratiques sportives fédérées pèsent 11,7 milliards d'euros, poids économique auquel il conviendrait d'ajouter la valorisation des contributions bénévoles estimée entre 5,2 et 10,1 milliards d'euros (CDES, 2018).
- › Près de 200 000 salariés travaillent dans la branche professionnelle du sport en 2023 dont plus de 155 000 en emploi principal (Observatoire des Métiers du Sport, Afdas, 2024).

Des pratiques sportives porteuses de développement économique

Les pratiques sportives, que cela soit à l'échelle individuelle, pour les territoires ou au niveau de la société dans son ensemble, génèrent une activité économique indéniable. Le rapport recense et illustre cette capacité à l'appui de divers travaux permettant de quantifier et de qualifier l'impact des pratiques sportives. Il illustre notamment le fait qu'une offre de pratiques sportives adaptée aux spécificités territoriales peut constituer une véritable opportunité de développement économique, à condition d'être pleinement intégrée dans le cadre des projets des territoires. Trois illustrations sont données avec la réussite d'une stratégie départementale de mise en place de stations de sports nature et deux échecs, l'un en zone rurale fragile et l'autre en territoire ultra-marin. Deux enseignements majeurs peuvent être tirés de ces expériences :

1. La nécessité d'insérer le projet sportif dans un projet global de développement territorial.
2. La nécessité d'une concertation et d'une coordination d'ensemble des acteurs du territoire.

Le tourisme sportif, en proposant en particulier une offre de pratiques à l'attention des visiteurs, peut également contribuer à soutenir le dynamisme économique des territoires. En effet, le tourisme sportif est aujourd'hui pratiqué par 1 Français sur 3, soit au total 21 millions de Français (Pôle Ressources National Sport Innovations, 2024). Celui-ci peut prendre différentes formes :

- › Tourisme de pratique, c'est-à-dire des Français qui se déplacent sur des territoires afin de s'adonner à divers loisirs sportifs en

particulier en milieu outdoor (celui-ci serait pratiqué par 11 millions de Français) ;

- › Tourisme sportif en itinérance, c'est-à-dire des Français qui utilisent la pratique sportive comme moyen de déplacement pour leurs vacances, telles des vacances en itinérance à vélo (il serait pratiqué par 5 millions de Français) ;
- › Tourisme sportif de visite, c'est-à-dire des Français qui se déplacent sur des sites sportifs tels que des enceintes sportives, le Musée National du Sport ou autre (celui-ci serait pratiqué par 5 millions de Français).

On retrouve ici la même conclusion que pour les sports de nature avec la nécessité d'une coordination entre le secteur du sport et celui du tourisme au service d'un projet de développement territorial. Le fonctionnement en silos doit laisser sa place à la mise en transversalité des politiques publiques.

Enfin, le rapport souligne l'enjeu majeur de la structuration professionnelle du sport. Celle-ci est en voie de progression avec une croissance du nombre d'emplois et l'amélioration de leur qualité. Le Rapport Emploi-Formation de la branche professionnelle du sport a ainsi mis en évidence que près de 200 000 personnes avaient travaillé dans le secteur en 2023 dont près de 156 000 en emploi principal, un nombre en hausse conséquente au cours des 10 dernières années (+7% par an en moyenne). Outre cette croissance dans le nombre d'emploi, il convient par ailleurs de souligner que les proportions de CDD et de temps partiels, si elles restent à des niveaux élevés, sont en réduction. Ces deux évolutions combinées (croissance du nombre d'emplois et réduction de la part de CDD et de temps partiel) témoignent d'une qualité d'emploi qui se renforce. Cela ne doit toutefois pas occulter le fait que la branche souffre encore de certaines difficultés sur lesquelles travailler. Outre la solidification des emplois (par le recours à des CDI et des temps plein) figurent aussi des enjeux de fidélisation des effectifs (pour réduire le taux de turnover) ou encore de féminisation.

Des pratiques sportives porteuses d'externalités

Le rapport valorise les nombreuses externalités positives générées par les pratiques sportives. Ici encore diverses illustrations seront mises en évidence notamment les bienfaits de la pratique sportive à l'école, pour les seniors ou dans les quartiers. Différents exemples sont ainsi mis en évidence pour illustrer les nombreuses externalités produites par le sport sur le plan socio-économique :

del'utilisation du sport à des fins éducatives, aux opportunités économiques offertes par la structuration d'une offre sportive à destination des seniors, en passant par les bienfaits du sport en milieu professionnel en termes de gains de productivité, de réduction d'absentéisme ou d'amélioration du bien-être des salariés.

Plus largement, le développement des pratiques sportives et des modes de vie actifs constitue un enjeu économique majeur. Le coût social de l'inactivité s'établit ainsi à 140 milliards d'euros par an en France. L'économie de dépenses de santé (c'est-à-dire un coût annuel évité) du fait d'une pratique régulière d'activité physique et sportive chez les individus âgés de 40 à 74 ans s'établirait ainsi à plus de 23 000 € (France Stratégie, 2022). Au-delà de l'activité économique générée directement par les pratiques sportives, de telles conclusions concernant les économies potentielles grâce à la pratique sportive (à travers des coûts évités) illustrent parfaitement à quel point le sport peut constituer un outil efficace et puissant et un investissement rentable mis au service de la politique publique de lutte contre la sédentarité.

Toutefois, il convient de ne pas faire de fétichisme de la quantification monétaire et de la compléter par des analyses en termes non monétaires, en termes qualitatifs.

Quelques chiffres clés... (sourcés et détaillés au sein du rapport)

- › La filière sport, regroupant la branche sport ainsi que les secteurs amont et aval, représente 2,6% du PIB français soit un montant de 68 milliards d'euros.
- › 196 500 salariés ont travaillé au sein de la branche professionnelle du sport en 2023 dont 156 000 en emploi principal.
- › Le coût social de l'inactivité représente 140 milliards d'euros en France. L'économie de dépenses de santé entre pratiquants et non-pratiquants s'élève à plus de 23 000 euros annuels.
- › Le bénévolat sportif représente un poids économique global estimé entre 7,5 et 11 milliards d'euros. Les contributions bénévoles ont représenté un montant de 403 millions d'euros à l'occasion des Jeux de Paris 2024.

L'impact des événements sportifs

Si la France s'est affichée depuis plus de 10 ans comme une terre d'accueil de grands événements sportifs internationaux (GESI), avec pour point d'orgue la tenue des Jeux Olympiques et Paralympiques à Paris à l'été 2024, elle est également le théâtre de très nombreux autres événements sportifs à l'aura médiatique certes inférieure mais aux effets économiques loin d'être anecdotiques. Le rapport propose donc une analyse des événements sportifs en les distinguant selon :

- › Leur ampleur avec une distinction entre les GESI et les autres événements d'ampleur plus modérée (événements nationaux, régionaux voire locaux).
- › Leur fréquence avec une distinction entre les événements « one shot », c'est-à-dire organisés de façon exceptionnelle une fois sur un territoire donné, et des événements récurrents qui se déroulent chaque année au même endroit selon une périodicité régulière (comme par exemple les rencontres de sport professionnel).

Par parallélisme des formes, les événements sportifs ont été traités de la même façon que les pratiques sportives avec une mise en lumière des opportunités de développement qu'ils représentent et des externalités qu'ils produisent. Le rapport propose en complément une analyse des effets structurels qu'ils peuvent engendrer ainsi que des controverses entourant les études concernant leurs aspects économiques.

Des événements porteurs de développement économique

Lorsqu'ils sont pleinement intégrés aux projets et enjeux territoriaux et qu'ils associent l'ensemble des parties prenantes, les événements sportifs – tant les GESI que les événements de moindre envergure – peuvent générer un certain nombre d'effets économiques. L'impact économique des GESI fait ainsi l'objet d'une évaluation systématique sous la houlette du ministère des Sports, de la Jeunesse et de la Vie associative. Le rapport fournit ainsi un certain nombre d'illustrations de leur impact économique, de l'UEFA EURO 2016 (1,2 milliard d'euros) à la Coupe du monde de rugby France 2023 (871 millions d'euros) en passant par la Ryder Cup 2018 (81,9 millions d'euros), la Coupe du monde féminine de football FIFA 2019 (108 millions d'euros) et les Championnats de monde de ski alpin Méribel-Courchevel 2023 (41,5 millions d'euros). L'impact économique d'événements ponctuels de moindre envergure (nationale ou locale) fait également

l'objet d'un recensement, à l'image de l'impact des demi-finales du TOP 14 de Marseille 2017 estimé à 21,2 millions d'euros. Le rapport fournit également un certain nombre d'illustrations quant au poids ou à l'impact économique du spectacle sportif régulier dans des villes françaises de taille moyenne.

Outre ces effets monétaires, les événements sportifs contribuent également à l'attractivité touristique des territoires qui peut même bénéficier, dans certains cas, à des territoires non-hôtes, ce qui a été mis en lumière dans l'étude sur la Coupe du monde de rugby France 2023. Ils permettent aussi de soutenir l'emploi et le tissu économique local à travers le tissu de prestataires et de fournisseurs intervenant dans leur organisation.

Des événements porteurs d'externalités positives

Comme pour les pratiques sportives, le rapport fournit un certain nombre d'illustrations quant aux externalités pouvant être générées par les événements sportifs. Certains d'entre eux peuvent ainsi être le terrain d'initiatives visant l'inclusion économique et sociale. Cela a notamment été le cas à l'occasion des Jeux Olympiques et Paralympiques, à l'image de la Charte sociale de Paris 2024 et des initiatives liées comme le développement de certaines plateformes (Entreprises 2024, ESS 2024, Emploi 2024) ayant permis d'associer de nombreuses TPE, PME et structures de l'ESS et de faire en sorte que les Jeux puissent aussi bénéficier à des personnes éloignées du marché du travail.

Les événements sportifs, par le tissu des parties prenantes qu'ils mettent aux prises offrent des opportunités à même de favoriser la création de synergies locales et le développement de cultures communes. Ils peuvent ainsi briser la logique de travail en silos et permettre à des acteurs parfois très éloignés de se rencontrer, d'apprendre à se connaître et à travailler ensemble. Expérimentées à l'occasion d'événements sportifs, ces relations partenariales peuvent trouver des prolongements ultérieurs au bénéfice du développement du sport en général.

Les événements sportifs constituent également d'importantes plateformes d'affaires. Ceci a notamment été mis en évidence dans le cadre de nombreux travaux concernant le sport professionnel qui, par le biais des clubs et de leurs entreprises partenaires, permettent la réunion régulière de décideurs économiques et politiques locaux, pouvant contribuer à poser des jalons de collaborations et de développement de business futurs. Enfin, les événements sportifs sont des outils

puissants pouvant être mis au service du renforcement du sentiment d'appartenance et de fierté des résidents à l'égard de leur territoire, ainsi que de la cohésion sociale. Ils permettent aussi d'assurer la promotion territoriale des collectivités-hôtes.

Des évènements à l'origine d'effets structurels

Enfin, l'analyse permet de mettre en évidence les effets structurels pouvant être produits par les évènements sportifs, que cela soit en termes de restructuration urbaine (notamment pour le cas des GESI), de valorisation de savoir-faire et d'expertises locaux, de *soft power* ou encore d'affluences et de contribution à la structuration économique d'autres secteurs (comme celui de la télévision payante).

De très nombreux travaux existent en effet concernant l'héritage tangible de long terme pouvant être légués à des territoires hôtes, celui-ci pouvant être tout à la fois très positif, par la redynamisation qu'ils permettent, mais aussi, parfois, négatifs notamment à travers le leg d'éléphants blancs ou la *gentrification* parfois observée en phase post-évènement. Plusieurs réussites ont eu lieu en la matière, notamment en ce qui concerne les GESI : Jeux de Barcelone 1992 et de Londres 2012... en attendant de pouvoir précisément évaluer le cas des Jeux de Paris 2024. Des échecs retentissants ont également émaillé l'histoire des GESI : Jeux d'Athènes 2004 ou de Sotchi 2012, Coupe du monde de football FIFA 2010 en Afrique du Sud voire 2014 au Brésil.

Outre ces effets de restructuration, les évènements sportifs (GESI ou évènements nationaux) constituent des outils mis au service de stratégies de *soft power*. Ceci peut prendre différentes formes : l'accueil de grandes compétitions sportives internationales, le rachat de clubs sportifs et leur mise au service de stratégie de *nations branding* ou encore le développement de stratégies diplomatiques appliquées au sport.

Enfin, le rapport met aussi en évidence la contribution du sport et des évènements sportifs à la structuration de secteurs d'activité tiers en prenant notamment l'exemple de l'audiovisuel. Les GESI sont ainsi des actifs particulièrement valorisables pour des médias (presse écrite ou audiovisuelle) au regard des audiences qu'ils engendrent ou des ventes qu'ils permettent. Les évènements sportifs réguliers, véritables feuilletons sportifs, constituent également des produits d'appel particulièrement prisés des opérateurs de télévision payante au regard de leur caractère discriminant (comparativement à d'autres

contenus) et de leur capacité à générer des prises d'abonnements.

Quelques chiffres clés... (sourcés et détaillés au sein du rapport)

- › L'impact économique national des grands évènements sportifs internationaux fait désormais l'objet d'une évaluation systématique de la part de l'Etat. Celui-ci varie en fonction de la taille et de l'ampleur économique des évènements. La dernière étude publiée avait mis en évidence que l'impact de la Coupe du monde de rugby France 2023 avait été de 871 millions d'euros.
- › Les évènements ponctuels et/ou de moindre envergure peuvent avoir un impact économique local conséquent à l'image du Tour de France cycliste (7,35 M€ concernant le Grand Départ 2021 dans le Finistère) ou des demi-finales du TOP 14 (21,2 M€ concernant l'édition 2017 organisée à Marseille).
- › Le spectacle sportif régulier génère aussi de l'activité économique comme le démontrent certains travaux : l'AC Ajaccio avait généré un impact de 8,9 millions d'euros à l'échelle de la Communauté du Pays Ajaccien en 2015/2016.
- › L'UEFA EURO 2016, la Coupe du monde féminine FIFA France 2019 et la Coupe du monde de Rugby France 2023 ont attiré à eux trois un total de 1 280 000 visiteurs étrangers.
- › Les Jeux de Paris 2024 ont mobilisé un total de 181 100 emplois pour construire ou rénover les infrastructures, organiser l'évènement et accueillir les visiteurs.
- › 88% des prestataires de Paris 2024 étaient des entreprises françaises parmi lesquelles 83% de TPE-PME représentant un tiers des achats (soit environ 900 millions d'euros).

4. Une estimation du coût évité du sport

Les travaux portant sur l'estimation des coûts évités grâce à la pratique sportive en France visent à monétariser l'impact sociétal du sport. L'intention principale est de quantifier les dépenses que la société n'a pas à engager ou qui sont réduites grâce

aux effets positifs de la pratique sportive. Ces coûts évités concernent des sphères diverses, telles que la santé, l'éducation, la délinquance ou l'économie du travail. L'objectif est de fournir des estimations globales permettant de mieux comprendre et valoriser le rôle du sport dans les politiques publiques.

Ces travaux se révèlent particulièrement utiles à plusieurs niveaux. Ils permettent de disposer d'arguments solides pour intégrer le sport dans les stratégies nationales et locales, en démontrant qu'il constitue un levier économique et non seulement une activité récréative. Les résultats éclairent également les priorités d'action, en identifiant les domaines où l'investissement dans le sport génère potentiellement les plus grandes économies, comme la santé publique ou la lutte contre l'échec scolaire. Par ailleurs, ces analyses plaident en faveur d'une augmentation des budgets alloués au sport, en mettant en évidence leur « retour sur investissement potentiel ».

La valeur de ces travaux expérimentaux est réelle, car ils offrent une première quantification des bénéfices socio-économiques du sport, ouvrant la voie à des recherches plus approfondies. Pour parvenir à ces estimations, la méthode utilisée repose sur des simulations réalisées à partir de données académiques. Ces simulations intègrent des analyses issues de recherches longitudinales et sectorielles, permettant de quantifier les effets économiques du sport dans différents domaines

clés. Les données sont utilisées pour traduire les impacts identifiés en termes économiques, notamment en calculant les économies réalisées grâce à la diminution des coûts de santé, à la baisse de la délinquance, à la réduction de l'échec scolaire, ou encore à l'amélioration de la productivité. Les analyses se basent également sur des scénarios multi-hypothèses pour prendre en compte différentes variables, comme les taux de pratique sportive ou les évolutions des politiques publiques.

Les résultats globaux révèlent que le sport génère des économies significatives dans de nombreuses sphères, estimées entre 194 et 254 milliards d'euros annuels, soit entre 7,3 % et 9,6 % du PIB français.

En 2021, les dépenses publiques en faveur du sport se sont élevées à 14,3 milliards d'euros, soit 0,6 % du PIB. Il est donc possible d'estimer qu'un euro investi dans le sport génère une économie directe ou indirecte de dépenses publiques comprise entre 13 et 17 euros. Dans un souci de prudence et en tenant compte des risques de doubles comptabilisations identifiés, il convient d'opter pour la fourchette inférieure, soit une économie de 13 euros par euro investi. Ces chiffres doivent cependant être interprétés avec prudence, car les interactions entre certains effets peuvent entraîner une double comptabilisation et, par conséquent, une surestimation des bénéfices globaux.

Le coût évité de la pratique sportive en France

Etude sur l'impact sociétal, social et économique du sport

Le montant global en pourcentage du PIB est probablement surevalué car certains coûts évités, tels que ceux liés à l'échec scolaire ou à un moins bon état de santé, se chevauchent en raison d'effets interdépendants, entraînant une double comptabilisation qui surestime l'impact total.

Entre 194 et 254 milliards d'euros

Entre 7,3% et 9,6% du PIB



Santé

5,30%

140 milliards d'euros



* Les montants en euros sont les montants estimés à partir des études réalisées sur l'année de référence (valeur nominal)
* Les montants en % sont estimés en calculant les montants en euros à partir de leur valeur réelle en 2022 et en tenant compte de l'évolution du PIB depuis l'année de référence

Délinquance

0,39% - 1,17%

Entre 10,4 et 31,1 milliards d'euros



Echec scolaire

0,06% - 0,12%

Entre 1,5 et 3,1 milliards d'euros



Discriminations

0,34% - 0,67%

Entre 8,9 et 17,9 milliards d'euros



Chômage

0,23% - 0,35%

Entre 5,8 et 8,7 milliards d'euros



Mal-être au travail

0,68% - 1,36%

Entre 18 et 36 milliards d'euros



Absentéisme

0,14% - 0,36%

Entre 3,8 milliards et 9,5 milliards d'euros



Sous-productivité

0,20% - 0,31%

Entre 5,4 et 8,1 milliards d'euros



pluricitē
GROUPE

UD
S
ECONOMIQUES

CPNEF
Commission Nationale
Economie Formation
Sport